



De *bul faale* à *Y'en a marre* : continuités et dissonances dans les dynamiques de contestation sociopolitique et d'affirmation citoyenne chez les jeunes au Sénégal

Mamadou Dimé*

Résumé

L'histoire sociopolitique sénégalaise est parsemée d'épisodes de mobilisation des jeunes au cours desquels ils ont exprimé, par des formes violentes, par l'art ou par le discours des formes de défiance, de contestation et de dissidence vis-à-vis du pouvoir politique notamment. C'est le cas du phénomène *bul faale* (en wolof, « t'en fais pas ») dans les années quatre-vingt-dix où la jeunesse urbaine a posé des actes de dissidence politique et sociale grâce au puissant instrument de dénonciation sociopolitique qu'est le rap. C'est aussi le cas à la fin des années 2000 où les jeunes ont violemment contesté le régime du président Abdoulaye Wade. Le mouvement *Y'en a marre* a joué un rôle crucial dans cette contestation en cherchant notamment à susciter, à capter et à instrumentaliser la colère juvénile qui s'est extériorisée au cours des années 2011 et 2012. Tout en retraçant les dynamiques juvéniles de contestation sociopolitique et d'affirmation citoyenne au Sénégal, notre recherche propose une analyse comparative entre le phénomène *bul faale* et l'actuel mouvement *Y'en a marre*. À travers une analyse des acteurs et des péripéties des deux mouvements, des « états de service » qu'ils revendiquent ou qui leur sont associés (« déracinement du baobab socialiste » et chute d'Abdoulaye Wade) et des contextes socio-économiques et politico-institutionnels de leur éclosion et de leur évolution, nous mettons en évidence les permanences et les ruptures dans les dynamiques juvéniles de contestation sociopolitique.

Mots clés : jeunesse, contestation politique, critique sociale, pouvoir, Sénégal, citoyenneté, démocratisation, précarité

* Département de sociologie, Université Gaston Berger de Saint-Louis, Saint-Louis, Sénégal.
E-mail : mamadou.dime@ugb.edu.sn

Abstract

Senegal's socio-political history is punctuated by episodes of youth commitment in which they expressed themselves through violent forms, using arts or speech forms of defiance, protest and dissent vis-à-vis the political power. It is the case of "bul faale" phenomenon (meaning in wolof, «don't mind») in the 90s when urban youth performed acts of political and social dissent through the powerful tool of socio-political denunciation that is rap music. It was also the case in late 2000s when young people violently braved the regime of President Abdoulaye Wade. "Y'en a marre" movement (in wolof, "we are fed-up") played a crucial role by arousing, capturing and exploiting juvenile anger in 2011 and 2012. This paper aims to retrace the dynamics of juvenile sociopolitical contestation and citizenship affirmation in Senegal. We focus on a comparative analysis of "bul faale" and "Y'en a marre". Through an analysis of the actors and the vicissitudes of the two movements, their "achievements" («uprooting the Socialist baobab» and Abdoulaye Wade's fall), the socio-economic and political-institutional contexts and their evolution, we highlight the continuities and discontinuities in the socio-political contestation by juvenile dynamics.

Key Words: youth, political protest, social criticism, power, Senegal, citizenship, democracy, poverty

Introduction

Cette recherche propose une lecture sociologique des multiples modes et figures de contestation politique et d'affirmation citoyenne chez les jeunes au Sénégal à travers une approche comparative entre la génération *bul faale* des années quatre-vingt-dix et l'actuel mouvement *Y'en a marre*. Elle fait ressortir les continuités et les discontinuités entre les deux modalités et médiums d'expression de la dissidence, de l'engagement et du militantisme chez les jeunes. Nous adossons notre analyse à une prise en compte des contextes sociaux, politiques et économiques dans lesquels ces mouvements de révolte juvénile ont éclos pour mieux rendre compte des dynamiques sociétales dont ils sont porteurs dans la reconfiguration, voire la réinvention, du contrat social sénégalais ainsi que dans l'émergence de nouvelles pratiques de citoyenneté et de nouveaux acteurs dans la société civile et dans l'arène politique.

Nous montrons surtout comment il est possible de lire, à travers l'avènement du mouvement *Y'en a marre*, un passage de flambeau générationnel dans les modes, stratégies, discours de contestation sociopolitique et de renouvellement de l'engagement et des pratiques de citoyenneté chez les jeunes Sénégalais. Nous insistons sur le rôle déterminant joué par les deux formes de contestation

dans la chute des figures politiques perçues comme les symboles par excellence des dérives politiques et des tares sociales sur qui porte leur dénonciation (Abdou Diouf dans le cas de *bul faale* et Abdoulaye Wade dans le cas de *Y'en a marre*). À l'avant-garde de cette contestation politique qui a revêtu différentes modalités d'expression, y compris une forme violente dans les deux cas (émeutes, violences urbaines, manifestations rudement réprimées, perturbations du système scolaire, etc.), se trouvent les groupes de rap, Positive Black Soul pour *bul faale* et *Keur Gui*, Simon, Fou Malade et le journaliste Fadel Barro pour *Y'en a marre*. Si les porte-étendards du phénomène *bul faale* n'ont pas directement affronté le pouvoir d'Abdou Diouf alors en place, néanmoins, ils ont joué un rôle majeur comme porte-voix, visant à rendre audibles les maux affligeant la jeunesse urbaine des années quatre-vingt-dix à travers leur production musicale tournée vers une satire sociopolitique féroce (Dimé 2007 ; Niang 2010).

En revanche, dans le cas du mouvement *Y'en a marre*, le degré d'engagement dans le champ politique a été nettement plus marqué et ses porte-drapeaux se sont très tôt inscrits dans un processus de défiance vis-à-vis du pouvoir d'Abdoulaye Wade et de remise en cause de son bilan à la tête de l'État, mais surtout de sa légitimité et légalité à prendre part à l'élection présidentielle du 26 février 2012. Ainsi, les jeunes *Y'en a marristes* ne se sont pas juste cantonnés dans une posture de dénonciation pour amener le vieux candidat à ne pas « forcer¹ » et à respecter la disposition constitutionnelle l'empêchant de se présenter à un troisième mandat². Ils ont joué un rôle actif dans la violente vague de contestation pré-électorale et électorale qui a fait craindre le pire pour le Sénégal.

Certains leaders du mouvement, Fou Malade, les rappeurs Kilifa et Thiat du groupe *Keur gui*, et Simon ont personnellement fait les frais de la violente répression policière au plus fort des manifestations à Dakar : intimidations, bastonnades, emprisonnements, etc. Comme les deux phénomènes ont tous les deux été couronnés par une alternance politique : « déracinement du baobab socialiste » (Diouf, Diop & Diaw 2000), « éviction de Gorgui », il est possible de mettre en relief leur contribution dans ces *success stories* politiques qui ont permis, à chaque fois, à l'expérience démocratique sénégalaise de survivre malgré l'ampleur et la violence des secousses qui l'ont fait dangereusement chanceler comme en 1983, 1988, 1993, 1996 et 2000 (Diop 2004 ; Diouf 2002, Diouf & Diaw 2000) et en 2012 (Diop 2013a, 2013b).

À travers le déclin du lutteur Mohamed Ndao Tyson³, tête de file par excellence de la génération *bul faale*, l'éclatement du groupe de rap Positive Black Soul, rampe de lancement de ce mouvement avec le succès de son album éponyme, et l'avènement aujourd'hui du mouvement *Y'en a marre* et le rôle

qu'il a joué dans la seconde alternance politique, il serait pertinent de lire une transmission de relais aux plans générationnel, territorial et sociopolitique à une génération soucieuse d'une citoyenneté reformulée et de comportement civique qui se décline à travers des slogans comme « *daas fananale* » (aiguiser et attendre), « ma carte, mon arme », « refusons l'indiscipline et l'anarchie », des « émeutes citoyennes » à la place des « émeutes urbaines », etc. Ce transfert s'effectue dans un contexte global d'accentuation des périls socioéconomiques auxquels sont en butte les jeunes Sénégalais et auxquels le nouveau président Macky Sall est sommé de répondre rapidement sous peine d'attiser de nouveau la colère juvénile qui s'est placée en quelque sorte dans une posture de « sentinelle », de veille politique et « d'alerte citoyenne ».

Cette étude fait le point sur l'ensemble de ces enjeux et propose une lecture contrastée entre les deux dynamiques à la lumière d'une analyse de leur contexte de naissance, des modalités de déclinaison de leur engagement et de leur combat, du rôle de la musique rap et de la manière dont elles contribuent à renouveler les pratiques de citoyenneté chez les jeunes et des stratégies de mobilisation et d'organisation qui, dans le cas de *Y'en a marre*, ont beaucoup exploité les opportunités nouvelles offertes par les technologies de l'information et la communication (Facebook, blogues, Twitter, commentaires sur les portails Internet consacrés à l'actualité politique sénégalaise).

Comme ailleurs, en Afrique, au Sénégal, la jeunesse forme une catégorie aux contours flous, aux frontières mouvantes et à la composition hétérogène (Dalberto 2011). Malgré les mutations démographiques en cours (vieillesse, recul de l'indice synthétique de fécondité, etc.), les jeunes continuent de former la majorité de la population sénégalaise. Les moins de vingt ans représentent 50,9 pour cent de la population (ANDS 2009). Mais la catégorie des jeunes n'est pas seulement réductible à cette tranche d'âge ou à celle de moins de 25 ans, contrairement à d'autres contextes socioculturels, comme dans les sociétés occidentales. Elle peut englober des tranches d'âges supérieures (moins de 35 ans). Le statut de jeune fait donc référence à des considérations davantage liées à la prise de rôles au sein de l'espace domestique et de la société globale au sein d'une société sénégalaise plus urbanisée et plus globalisée (autonomie résidentielle, indépendance financière, statut matrimonial, autonomie décisionnelle, etc.) qu'à des caractéristiques strictement démographiques (Antoine, Fall & Adjama 2002).

De bul faale à Y'en marre : continuités et discontinuités dans la contestation sociopolitique

Le mouvement *Y'en a marre* témoigne de l'irruption marquée de la « génération Facebook, SMS » dans le champ politique actuel et traduit

un acte de défiance vis-à-vis des figures du « marabout et du prince » ayant exercé un réel monopole dans la gestion du « contrat social post-colonial » au Sénégal (Cruise O'Brien 1992 ; Diop & Diouf 1999 ; Diop 2003 ; Diop 2004). Ses modes, thèmes et stratégies (défiance, organisation, conquête), postures, discours et porte-étendards (le rappeur) le mettent en position de rupture, de renouvellement, de reformulation et de continuité de la contestation sociopolitique impulsée à la fin des années quatre-vingt-dix, pendant donc les années d'austérité, d'ajustement et de *xoslu* (galère), par la génération *bul faale* qui a porté au pouvoir l'ancien président Wade – honni par la suite par les *Y'en a marristes* – à la suite de plusieurs années d'émeutes urbaines, de révoltes estudiantines et de forte répression policière, mais également de « conscientisation » du mouvement hip hop alors naissant.

Critiquer et s'engager : le rap comme exutoire et arme de dénonciation massive chez les générations bul faale

À Dakar, au cours des années 1990, la musique rap est un médium d'extériorisation des frustrations, d'expression du désabusement, d'énonciation des revendications et des rêves des « générations de la crise ». Positive Black Soul est le leader de ce vaste kaléidoscope de groupes de rap puisqu'à cette période, plus de 2 000 groupes étaient recensés dans un milieu *underground* où régnaient une compétition féroce et des clivages, sources de polémiques, de tensions et parfois de conflits entre « possee » au sujet des messages à véhiculer, des styles à privilégier (hardcore, freestyle, rap mbalax, radical), du rôle à accomplir, des territoires à défendre et des relations à établir.

Malgré les dissensions internes, les différences de style, de sonorités et de thèmes, le rap érigé par Didier Awadi et par Duggy Tee, fondateurs du Positive Black Soul au rang de porte-voix de la masse des « chômeurs, des non-autonomes et des débrouillards ». À travers leurs albums, s'exprime une puissante voix, pour décliner et dénoncer, en des termes crus et dénués de toute censure et, parfois, dans une surenchère de radicalité les maux affligeant les jeunes, mais surtout les fléaux gangrenant la société sénégalaise : incurie des politiciens, toxicomanie, violence, cupidité, hypocrisie, égoïsme, corruption, pauvreté, obsession pour les biens matériels, dégradation des mœurs, monétarisation à outrance des rapports sociaux, etc. Dans le contexte des années quatre-vingt-dix, le mouvement hip-hop est porteur d'un discours de critique sociale acerbe déclinée dans un style langagier et des codes linguistiques témoignant d'un fonctionnement de logiques d'hybridité et de métissage, mais aussi de fidélité à la langue wolof. La radicalité de la satire sociale exercée à travers le rap amène à lui conférer le statut « d'arme de dénonciation massive », un rôle qui vient s'ajouter à celui d'exutoire des

frustrations vécues à cause de la galère par une jeunesse urbaine exposée aux dures conséquences des programmes d'ajustement structurel d'alors.

Le mouvement hip hop a réellement pris son envol au Sénégal à la fin des années quatre-vingt dans un contexte où commençaient à sévir les premiers effets délétères de la crise économique et sociale, de mise en place des premiers programmes d'ajustement structurel et de fortes turbulences dans le secteur éducatif qui ont culminé avec l'année blanche de 1988, mais également de tensions sociales et politiques nées de la contestation sous des formes violentes de l'hégémonie du Parti socialiste alors au pouvoir, des différends frontaliers avec le voisin mauritanien, qui se sont soldés par des violences intercommunautaires qui ont fait de nombreuses victimes et entraîné un mouvement de part et d'autre. Comme dans un mouvement d'expiation et de lavage à grandes eaux de tout ce sang déversé, les jeunes se sont lancés tous azimuts dans des opérations de nettoyage et d'embellissement des quartiers dénommés *Set Setal* dont l'écho a été amplifié par la chanson que le chanteur Youssou Ndour lui a consacrée. Ce mouvement *Set Setal* analysé comme une esquisse de reconquête citoyenne (Diouf 1995) pourrait être mis en rapport avec les pratiques du mouvement *Y'en a marre* en faveur d'une nouvelle attitude citoyenne en matière d'autoprise en charge de la lutte contre la saleté⁴.

Les classes moyennes urbaines subissaient les premiers contrecoups de la crise économique et sociale et encaissaient rudement le choc des mesures d'austérité mises en œuvre dans le cadre des politiques d'ajustement structurel : fermetures d'usine, licenciements, départs volontaires, réduction des dépenses sociales de l'État. Au même moment, les jeunes citadins, surtout de Dakar, s'ouvraient de plus en plus aux produits de consommation culturelle venus des États-Unis : clips vidéo, musique provenant des ghettos d'Harlem, du Bronx, de Brooklyn, dominée à cette époque par la musique rap. Sur la bande FM alors naissante, les jeunes pouvaient accéder, avec une excellente qualité d'écoute, de loin meilleure celle à laquelle ils étaient jusqu'ici habitués sur la bande AM, aux paroles, aux images et à la musique des rappeurs américains dans le cadre d'émissions radiophoniques et télévisuelles comme Génération 80 (sur l'unique chaîne télé d'alors de l'ORTS avec l'animateur Moïse Ambroise Gomis), *Hit inter Sky* présenté sur Dakar FM par l'animateur Aziz Coulibaly qui fait partie des pionniers dans la vulgarisation du rap auprès d'un auditoire formé pour l'essentiel à l'époque des enfants des couches urbaines aisées et des classes moyennes (Niang 2010).

S'inscrivant dans une démarche de mimétisme, les premiers groupes de rap ont émergé dans les quartiers résidentiels des SICAP avec, notamment, le Positive Black Soul né dans le quartier de Sicap Amitié avec Didier Awadi,

alors étudiant au département d'anglais de l'Université de Dakar. Un certain nombre de chercheurs ont souvent l'habitude dans l'étude de l'historiographie du mouvement hip hop d'identifier, comme trait de démarcation entre le hip hop aux États et au Sénégal, le fait que ce dernier serait né dans les quartiers huppés avant de se propager par la suite vers les classes populaires. Notre lecture du mouvement nous amène à considérer que la naissance du rap est indissociable du basculement dans la précarité des ménages de la classe moyenne. C'est au sein des enfants de cette classe qui ont toujours placé l'institution scolaire au centre de leurs itinéraires d'ascension sociale que le mouvement a pris son envol avant de se diffuser vers les couches pauvres de la banlieue. Les jeunes font l'expérience des grèves à répétition dans le secteur éducatif, voient leurs parents affronter les premiers effets des mesures d'austérité, voient leurs aînés faire face au phénomène naissant des diplômés chômeurs ou des maîtrisards obligés de s'improviser du jour au lendemain hommes d'affaires dans le transport urbain, le secteur de la boulangerie, de la pêche, etc.

C'est au sein de cette frange qui fait l'amère expérience d'une dégringolade socioéconomique que se recrutent les pionniers du mouvement rap pour tout d'abord extérioriser leurs frustrations, égrener leur litanie de revendications, exprimer leur colère, émettre leur constat accablant que le pays va mal. Ils ne manqueront pas de faire du rap le porte-voix pour rendre audibles les maux qui gangrènent le pays, situer les responsabilités des uns et des autres, allant des « *politiciens* qui dilapident les deniers publics » (paroles du groupe de rap BMG44 dans un album intitulé *Politiciens*) aux marabouts qui les cautionnent ou légitiment leurs actes parce que « grassement soudoyés ». Le rap devient en quelque sorte la caisse de résonance des frustrations de ces générations « nées et socialisées » dans la crise (Antoine, Fall *et al.* 2002) qui devant la fermeture de leur horizon professionnel, adoptent, s'approprient, innovent avec un nouveau genre musical pour se livrer à une satire sociale et s'ériger en nouveaux censeurs décriant les multiples tares de la société sénégalaise.

Rappeurs et « jeunesse malsaine » : acteurs majeurs du « déracinement du baobab socialiste »

Le « fiel » des rappeurs de l'époque *bul faale* se déverse en général sur les acteurs politiques, notamment le régime socialiste de l'époque que les textes dénonciateurs du mouvement rap tiennent pour responsable de la galère des jeunes et de la dureté des conditions de vie. Les actes de défiance politique s'exprimèrent avec virulence à l'occasion des élections de 1988 caractérisées par un niveau de mobilisation exceptionnel dans le jeu politique. Celui-ci

s'est matérialisé à travers un soutien sans faille à l'opposant d'alors, Abdoulaye Wade, qui, par son charisme, le pouvoir de ses slogans mobilisateurs (*le Sopi*⁵ notamment), a réussi ainsi à capter la colère et le désenchantement des jeunes et à les instrumentaliser dans son objectif de conquête de pouvoir politique à cette période.

La jeunesse urbaine, surtout sa frange scolarisée (étudiants et élèves), sera ainsi à l'avant-garde du combat contre le régime socialiste qui a pris la forme de violentes manifestations urbaines qui ont ponctué la campagne électorale de 1988 et la période post-électorale, surtout au cours d'un meeting à Thiès du candidat Diouf au cours duquel il fustigea cette « jeunesse malsaine ». Cette déclaration faite sous le coup de l'indignation et de l'énervement traduit plus que tout autre acte l'ampleur du divorce entre le pouvoir socialiste et les jeunes (Harvard 2001) au cours de cette période très tourmentée de l'histoire politique sénégalaise qui a culminé avec l'instauration de l'État d'urgence, suite aux troubles post-électorales qui ont fait fortement vaciller le régime de Diouf, vainqueur contesté de cette élection qui a constitué une première étape dans l'irruption des jeunes dans le jeu politique.

L'intrusion des jeunes dans l'espace politique ne s'est pas traduite par des gains électoraux importants pour leur candidat, car en réalité la majorité d'entre eux ne pouvaient participer à l'élection, puisque non inscrits sur les listes électorales. Cependant, elle représentait un premier coup de hache sur le baobab socialiste qui a beaucoup chancelé pendant toute la décennie 90 du fait de l'ampleur de la contestation estudiantine, syndicale et politique. Ce baobab que les jeunes avaient réussi à secouer vigoureusement finira par être terrassé à l'élection 2000 qui consacre la première alternance politique dans le pays après une décennie de lutte et de mobilisation dans un contexte de vogue du phénomène *bul faale*. Certains analystes ont considéré le lutteur Mohamed Ndao Tyson comme « le leader emblématique, la principale figure individualisée de la génération *bul faale* » (Harvard 2001:68) par le nouvel « éthos » qu'il a introduit dans l'arène : valorisation de l'effort et du travail, culte du corps, ascension sociale.

Mais nous pensons que cette lecture propose un rôle démesuré à ce lutteur, certes fort populaire et charismatique et dont le cheminement et les sacrifices pour s'extirper de la galère témoignent de nouveaux itinéraires et symboles de réussite sociale. Mais le lutteur n'a su jamais ni voulu, même au faite de sa popularité, assumer le rôle de porte-voix des générations de la galère, au contraire il s'est inscrit dans une dynamique individualisée d'enrichissement, au point d'avoir été récupéré par le Parti socialiste lors de la campagne électorale de 2000. En réalité, c'est l'armada de rappers de cette décennie et leurs groupes les plus en vue tels PBS, Rap'adio, Pee

Froiss, Xuman, à qui doit échoir cette responsabilité d'éveil des consciences, d'exutoire des frustrations et d'expression sur le plan politique du sentiment de ras-le-bol généralisé à l'égard du régime de Diouf et des effets néfastes des politiques d'ajustement sur les conditions d'existence des jeunes (Diop & Faye 2002). L'alternance de 2000 peut ainsi être lue comme la consécration de ce travail inlassable de critique politique et sociale du mouvement rap. Sur ce point au moins, nous partageons l'analyse de Havard (2001:76) sur l'influence des rappeurs dans la défaite électorale de Diouf.

Les rappeurs, qui sont apparus comme de nouveaux porte-parole des aspirations politiques des jeunes et dont on peut résumer le discours en trois points : volonté d'afficher une distance avec la classe politique, affirmation de la nécessité d'une alternance du pouvoir, mais, en même temps, refus de soutenir un candidat en particulier. Au cours de la campagne de février 2000, les jeunes de la génération *bul faale* ont provoqué toute une série de ruptures avec les modes de dire et les modes de faire traditionnels de la politique au Sénégal. La plus spectaculaire de ces ruptures fut sans doute la remise en cause du principe du *ndiguëf* politique, la consigne de vote donnée par les marabouts, laquelle était le fondement même du « contrat social sénégalais ».

Avec l'élection en 2000 de Wade qui s'est présenté comme le candidat « des jeunes, des chômeurs et des désœuvrés » pendant tout son parcours, la génération *bul faale* pensait avoir placé à la tête de l'État un homme politique sensible à son sort et qui aurait à cœur la résolution des maux qui continuent de l'assaillir. On peut ainsi mettre à l'actif de Wade pendant sa présidence la promotion de jeunes leaders politiques à des postes de responsabilité administrative et ministérielle, des investissements publics accrus dans le secteur de l'éducation (nouvelles universités, généralisation de la bourse et de l'aide sociale aux étudiants), de l'emploi et des loisirs. Malgré les efforts mis dans la satisfaction de la demande sociale, dans la matérialisation des promesses mirobolantes aux jeunes dans les moments de conquête du pouvoir, la désillusion des jeunes à l'égard du régime libéral a pris une grande ampleur au fur et à mesure de l'éclatement des multiples scandales financiers qui ont jalonné l'ère Wade.

Ce désenchantement des jeunes, surtout ceux ayant humé l'âtre fumée des grenades lacrymogènes et enduré les bastonnades des GMI⁷, est en plus attisé par « l'arrogance de nouveaux riches » affichée par les anciens « compagnons de galère » passés dans la caste des privilégiés du nouveau régime. Les fortunes subites d'anciens « galériens », l'incapacité à saisir le travestissement des espoirs placés en l'alternance, la dure réalité de l'exercice du pouvoir et des arbitrages qu'elle impose et les faibles capacités de manœuvre des pouvoirs publics dans

un contexte d'accentuation des périls et de renchérissement du coût de la vie apparaissent comme d'autant d'éléments de la césure entre Wade et les jeunes qui l'ont accompagné dans ses combats pour conquérir le pouvoir. Élu par les jeunes, s'étant toujours proclamé président des jeunes, pourtant ce sont les jeunes qui contribueront, de manière active et violente, à le chasser du pouvoir après 11 ans à la tête de l'État.

Les dernières années de présidence de Wade ont permis ainsi de mesurer l'ampleur du désespoir des jeunes qui s'est exprimé dans la dimension la plus tragique à travers l'émigration clandestine en direction de l'Espagne à bord de pirogues de fortune (Dimé 2010). Au cours de la décennie 2000, la production musicale des rappers n'a cessé de vitupérer les dérives de « *l'alternoce* » et la faillite de Wade qui peut être appréhendée à travers la « gestion catastrophique des délestages électriques, des inondations, des finances » (Xuman de la première génération et qui a rallié par la suite le mouvement *Y'en a marre*). Même si cette contestation s'est émoussée au début des années 2000 dans un contexte d'état de grâce, d'euphorie de lendemains enchanteurs et d'enthousiasme généré par l'épopée de l'équipe nationale de football à la Coupe du monde de 2002. Les critiques sur la déception et la trahison se sont réamorçées dès le milieu des années 2000 dans les albums des rappers. Le groupe Pee Froiss s'est distingué dans ce registre de dénonciation des espoirs trahis à travers deux titres « *Luy ndeyu li* » = qu'est-ce qui explique ceci ? et « *Kany* » = piment. De même, Xuman s'est illustré dans cette posture à travers une satire du régime de Wade dans un morceau intitulé « *Goor gui* » où il se livre à une attaque féroce, dans un style allégorique, contre la méthode Wade. Ces critiques ont pris plus de vigueur devant le constat d'une gestion patrimoniale plus marquée de l'État et l'intention affichée par Wade de briguer un troisième mandat et, possiblement, de paver la voie à son fils, au cœur désormais du dispositif de gestion du pouvoir. C'est le mouvement *Y'en a marre* qui réussira à capter la rancœur des jeunes urbains et à la canaliser vers une contestation très prononcée du pouvoir de Wade.

***Y'en a marre*, genèse d'un mouvement juvénile de contestation sociopolitique et de reconquête citoyenne**

Le 23 juin 2011 constitue une date marquante dans la jeune et tumultueuse histoire sociopolitique sénégalaise. Ce jour-là, de violentes émeutes urbaines ont embrasé Dakar ainsi que des villes de l'intérieur comme Thiès, Mbour, Saint-Louis, Kaolack ou Louga. Elles ont forcé le pouvoir en place à reculer sur un projet de réforme constitutionnelle rejeté par ses détracteurs, car conçu pour paver la voie à ce que les médias, les partis d'opposition et une frange de la société civile ont qualifié de « schéma de dévolution monarchique » du

pouvoir. À l'avant-scène de cette contestation qui a surpris, par sa soudaineté et son organisation – beaucoup fondée sur les TIC : Facebook, SMS, twitter et les virulents débats à travers les commentaires des internautes sur les sites Web dédiés à l'actualité sénégalaise tels que Seneweb, Dakaractu, Nettali, Xibar (Ly et Seck 2012) –, mais également par son audace et sa radicalité, se trouve un groupe de jeunes, rappers pour la plupart, qui se sont auto-baptisés mouvement *Y'en marre* (Kassé 2011a, 2011b). Ce dernier constitue un collectif de jeunes qui s'était donné pour mandat d'être le catalyseur de la révolte juvénile contre le pouvoir d'Abdoulaye Wade et pour objectif, à terme, son départ du pouvoir, celui-ci étant, de leur avis, constitutionnellement disqualifié pour participer à l'élection présidentielle de février 2012.

Un puissant cri de colère et de révolte s'est ainsi élevé au sein de cette jeunesse urbaine pour décliner sa désillusion à l'endroit du président Wade sur qui elle avait fondé beaucoup d'espoirs au moment de son élection après plusieurs décennies de gestion socialiste du pouvoir. Ce sentiment juvénile de « ras-le-bol » a été émis pour extérioriser la frustration d'être astreint à une galère perpétuelle (Dimé 2007 ; Antoine, Fall & Adjamagbo 2002), mais également pour déclamer leur combat en vue de la naissance de ce que les rappers Keur gui, Fou Malade et Simon, porte-drapeaux du mouvement, appellent *le nouveau type de Sénégalais* (NTS), *le nouvel ordre national* (NON), bref, l'émergence d'une nouvelle et forte conscience citoyenne chez les jeunes Sénégalais.

Les émeutes se sont répétées une semaine plus tard en réaction aux insupportables coupures d'électricité dans ce que dans la presse dakaroise on a qualifié « d'émeutes de l'électricité ». Ces soulèvements populaires qui ont fait craindre le pire au cours de la fin du mois de juin 2011 n'étaient que le début d'une contestation sociopolitique dont le caractère violent ne s'est estompé qu'après la proclamation des résultats du premier tour qui rendait inéluctable la tenue d'un second tour entre le président Wade, dont le rejet de la candidature a nourri l'exaspération et la colère de la société civile, et une frange des candidats à l'élection présidentielle qui lui déniait toute légitimité. Au sein de la société civile, c'est surtout le collectif autoproclamé *Mouvement du 23 juin* ou M23 – au sein duquel les jeunes de *Y'en a marre* ont joué un rôle de premier plan en vue de l'invalidation de la candidature du président Wade sortant – qui s'est distingué dans ce combat qui a vite débordé son champ habituel d'expression (médiatique notamment) pour revêtir les oripeaux d'une insurrection urbaine.

Les semaines d'avant-campagne et de campagne électorale ont d'ailleurs été marquées par des scènes de guérilla urbaine quotidiennes dans le cadre de manifestations violemment réprimées à la place de l'Indépendance, au

centre-ville dakarois et à la place de l'Obélisque surnommée place Tahrir, en référence au célèbre lieu de rassemblement des milliers d'opposants au régime d'Hosni Moubarak lors du « printemps égyptien ». Un climat de tension extrême ayant nourri les craintes d'un basculement du pays dans une phase de chaos et d'instabilité a ainsi plombé l'atmosphère politique. La violence de la répression (plusieurs morts ont été dénombrées autant à Dakar qu'à l'intérieur du pays) a ainsi semblé contribuer à accréditer l'idée d'un « printemps sénégalais » dont le point d'orgue a été la défaite électorale du « Vieux ».

Les jeunes de *Y'en a marre* se sont arrogé une responsabilité décisive dans la survenue de cette deuxième alternance au Sénégal, même si on peut d'ores et déjà souligner « l'absence d'atomes crochus » entre eux et le nouveau président Macky Sall. Quoique le rôle politique des jeunes dans la survenue de l'alternance reste à être documenté de manière rigoureuse, force est de constater que l'intrusion de *Y'en a marre* dans le jeu politique et son désir d'y jouer un rôle majeur symbolisent pour la jeunesse sénégalaise actuelle son désir d'être le catalyseur de changements sociaux, politiques, générationnels, et surtout dans le mode de gouvernance, dans un contexte de double faillite des élites traditionnelles – politiques et maraboutiques (Diouf 1999) – et d'incapacité des programmes de développement à venir à bout des nombreux défis auxquels font face les jeunes : lancinant problème du chômage, perturbations récurrentes dans le système d'enseignement, en particulier dans les universités (nombreuses grèves, violence estudiantine, etc.), manque de qualifications professionnelles, dépendance sociale, report des aspirations en matière d'autonomie économique, résidentielle et dans le domaine matrimonial, etc. (Kassé 2011a ; Dimé 2014 ; Diop 2013b).

Ces périls sont d'autant plus graves et urgents qu'ils se posent dans un contexte où l'émigration, de préférence en Occident, qui pouvait contribuer à entretenir l'espoir des jeunes en un futur moins ardu, est devenue aujourd'hui extrêmement contraignante du fait du resserrement draconien des conditions de départ (coût, ampleur de la demande, etc.), de l'acuité de la crise sévissant dans les principaux pays d'accueil des Sénégalais en Europe et du quasi arrêt du phénomène « barça ou *barsakh* » (émigration clandestine vers l'Espagne à bord de pirogues qui ont atteint leur point culminant au cours des années 2007 à 2008) (Tandian 2013). Si les émeutes du 23 juin 2011 ont donné au mouvement *Y'en a marre* une forte visibilité médiatique et ont placé les fondateurs du collectif à l'avant-scène dans le combat contre le régime de Wade, il faut cependant reconnaître que le processus de naissance du collectif date de plus longtemps.

« 'Y'en a marre' de rester les bras croisés ! » Contexte d'émergence et ruptures et continuités avec la génération *bul faale*

Y'en a marre est une réaction née d'une prise de conscience qui s'est faite dans un contexte urbain marqué par des coupures d'électricité et une série de scandales fonciers et financiers (conditions opaques dans lesquelles le Monument de la renaissance a été érigé et questionnements à propos de son coût dispendieux et de son opportunité dans un contexte où l'État peine à résoudre les problèmes d'éducation, de santé et de transport devenus plus aigus). Les fondateurs du collectif mettent en avant ces éléments lorsqu'ils retracent les péripéties de sa naissance. Fadel Barro, journaliste de profession et un des membres fondateurs de *Y'en a marre*, raconte les conditions, à première vue banales, dans lesquelles le collectif a été fondé :

Une soirée du mois de janvier 2011, je reçois les rappers du groupe *Keur Gui* de Kaolack qui sont des amis d'enfance. Ils sont connus pour leur engagement et leur esprit anticonformiste, voire rebelle... Quand Diouf était au pouvoir, ils ont été emprisonnés pour une dénonciation virulente de la gestion de la ville de Kaolack. À cette époque, feu Abdoulaye Diack, un des barons influents du PS, en était le maire. J'étais avec *Thiat* et *Kilifeu*, les rappers de *Keur Gui*, avec d'autres amis à boire du thé et à discuter de choses de la vie... quand soudain nous nous sommes retrouvés dans le noir, car l'électricité venait encore d'être coupée. C'était encore un de ces nombreux délestages de la SENELEC. Personne ne pouvait plus travailler à Dakar. Tout le monde en avait ras-le-bol. Même les imams, des personnes âgées, se sont mobilisés contre ces coupures. Nos débats ont vite porté sur les coupures et sur ce qu'il y avait à faire pour y mettre fin. J'ai ainsi reproché aux rappers de ne rien faire, si ce n'est des chansons et de ne pas s'impliquer pour que les choses changent. Mes amis rappers se sont défendus et la discussion a été très passionnée. Nous sommes arrivés au constat que c'est le pouvoir en place qui est le responsable de cette situation et qu'il fallait faire quelque chose pour faire changer les choses. Nous nous sommes dit qu'on en avait marre de rester les bras croisés. C'est ainsi qu'est né *Y'en a marre*. Quand l'électricité est revenue vers 4 heures du matin, nous avons envoyé notre premier communiqué par email comme collectif *Y'en a marre*. Je savais comment les choses marchaient avec les médias.

À la suite de sa naissance au mois de janvier 2011, ce sont les émeutes urbaines de juin qui vont fournir au collectif *Y'en a marre* l'occasion de se faire connaître des Sénégalais, de se poser en « opposants intrépides au régime de Wade » et à l'intention qui lui est alors prêtée de transférer le pouvoir à son fils, Karim Wade, mais également la possibilité d'élargir ses bases de recrutement de leur mouvement et de décliner la « nouvelle conscience citoyenne » dont ils se disent les porteurs. Le collectif est, à sa naissance, structuré autour de rappers et du journaliste Barro. Les rappers,

à la fondation du mouvement, sont ceux de *Keur Gui* (Kilifeu et Thiat⁸), Simon et Fou Malade. Au fur et à mesure que grandira la renommée du collectif, d'autres rappers s'y joindront, surtout après les émeutes de juin qui ont conféré à ses initiateurs un leadership dans la contestation juvénile et citoyenne contre le pouvoir en place.

Les conditions de naissance de *Y'en a marre* et les objectifs clairs de revendication politique et citoyenne que ses fondateurs se sont donné le mettent nettement en position de rupture par rapport à la génération *bul faale*, chez qui les rappers étaient davantage dans une posture de critique sociale et de sensibilisation des jeunes à travers leurs textes. Avec *Y'en a marre*, on est en face d'initiatives organisées de revendication politique qui, très vite, trouvent des alliés en certains démembrements de la société civile dakaroise mobilisée contre une troisième candidature d'Abdoulaye Wade. Alors qu'il a affirmé n'avoir pas l'intention de se présenter à un troisième mandat au cours d'un entretien sur la chaîne TV5, à l'approche des élections, le discours du président est aux antipodes de son interview, que les médias dakarois ont passée en boucle au cours de l'année 2011. Cette décision fondée sur une logique de *waxon waxet* (se dédire en wolof) a surtout eu pour conséquence de servir de déclic dans les dynamiques de mobilisation de la société civile autour de Alioune Tine, responsable de l'ONG des droits de l'homme RADDHO, et des membres du collectif *Y'en a marre*. Ils vont ainsi former une espèce de « Sainte-Alliance » avec les partis d'opposition politique dans un collectif baptisé « Mouvement du 23 juin ou M23 » en référence à cette date au cours de laquelle le pouvoir, face à la mobilisation populaire, manifesta sa volonté de faire avaliser par l'Assemblée nationale un projet de loi devant instaurer l'idée d'un « ticket présidentiel » à l'américaine (élection d'un président et d'un vice-président), avec seulement 25 pour cent des votants.

Après les émeutes de juin, les responsables de *Y'en a marre* se sont lancés dans une phase active de mobilisation politique plutôt citoyenne, car c'est le qualitatif qu'ils préfèrent pour caractériser leur mouvement, pour ainsi marquer leur distance d'avec les politiciens et « les manières de dire et de faire » la politique. Cette mobilisation a pris la forme d'appels et de tournées en vue d'une inscription massive des jeunes sur les listes électorales dans le cadre d'une campagne baptisée *dass fananal* (aiguiser et attendre) à travers des slogans comme « ma carte, mon arme ». La mobilisation citoyenne a pris la forme de compilations rap dont la plus connue est celle de *Y'en a marre*. Dans cette production qui a permis de constater l'arrivée de nouveaux rappers dans le collectif, le titre phare est « Faux! pas forcé », message adressé au président pour l'inviter à ne pas forcer ce puissant « barrage juvénile » opposé à sa candidature.

Le pouvoir de Wade, conscient de la menace que représente *Y'en a marre* a essayé de le contrecarrer très tôt par des tentatives de récupération non abouties (tentatives de corruption), par la stratégie de l'intimidation (arrestation, bastonnade de leaders dans les locaux de la police, accusations de trouble à l'ordre public, etc.), mais surtout par la création d'un mouvement de jeunes favorables au président dénommé *Y'en a envie* et la promotion de rappers tels Pacotille, pour contrer le discours de protestation de *Y'en a marre*. Les actes d'infiltration de *Y'en a marre* et les stratégies pour le discréditer n'ont pas donné les résultats escomptés : *Y'en a envie* n'a jamais réussi à susciter un réel impact mobilisateur malgré les moyens financiers alloués aux jeunes, aux rappers et musiciens choisis pour porter ce discours de brouillage des *Y'en a marristes*. Au contraire, le contexte de tension de l'élection présidentielle va lui fournir l'occasion de le radicaliser et de susciter une adhésion plus importante auprès de la jeunesse urbaine.

Le rôle actif du mouvement *Y'en a marre* dans l'alternance de 2012

Le début de l'année 2012 a été marqué par la mobilisation des jeunes de *Y'en a marre* et des autres membres de la société civile regroupée dans le collectif du M23 et des partis d'opposition unis par leur combat contre la candidature de Wade. Ils plaçaient leur dernier espoir dans la publication de la liste des candidatures validée par le Conseil constitutionnel qui devenait ainsi le recours ultime pour le rejet de la candidature de Wade. Malgré l'ampleur de la mobilisation sur la place de l'Obélisque le jour de la délibération du Conseil constitutionnel, les fortes pressions à travers les médias exercées sur ses membres et malgré le fait qu'une bonne partie des spécialistes de droit constitutionnel du pays se soient prononcés contre la validité juridique d'une telle candidature, le Conseil constitutionnel a entériné la candidature de Wade. Au prononcé de l'arrêt, la place de l'Obélisque s'est embrasée et la manifestation organisée dans l'attente de la décision a été violemment réprimée. L'opinion publique a été révoltée ce jour-là par la mort en direct de l'étudiant Mamadou Diop écrasé par un camion de la police⁹.

Le ton venait ainsi d'être donné d'une campagne électorale du premier tour marquée par des scènes de guérilla urbaine quasi quotidiennes, d'affrontements entre forces de l'ordre et manifestants autour de la place de l'Indépendance. Les membres de *Y'en a marre* ont ainsi persisté dans une posture de rejet de la candidature de Wade même après le démarrage de la campagne électorale. Il n'est pas surprenant qu'ils soient du côté des opposants déniaient à Wade, jusqu'au dernier moment, sa légitimité à prendre part à l'élection. Cette frange de l'opposition s'est distinguée par une campagne électorale ayant pris la forme d'appels à manifester quotidiennement à la

place de l'Indépendance et à passer outre l'arrêté d'interdiction, d'où les tensions quotidiennes qui ont atteint leur point culminant à la suite d'une grenade policière lancée à l'intérieur d'une mosquée tidiane au centre-ville¹⁰. Un acte vite assimilé par les membres de cette confrérie comme une profanation inadmissible d'un lieu sacré, d'où les réactions de colère qui ont encore attisé la violence et accru la colère envers le pouvoir de Wade.

Ce contexte de tension, l'impopularité du régime de Wade, sa mauvaise campagne électorale, la désarticulation de ses politiques et propositions par rapport à la réelle demande populaire centrée essentiellement sur la cherté de la vie, les multiples scandales financiers ayant émaillé son règne, le rejet de toute forme de transfert familial du pouvoir, etc. paraissent autant d'éléments explicatifs de sa déroute électorale que les résultats du premier tour laissent déjà entrevoir. Le deuxième tour fournira à l'opposition l'occasion de réaliser une « union sacrée » autour de Macky Sall, arrivé deuxième au premier tour, et lui donnera la possibilité de parachever la sanction contre Wade. Ce qui est intéressant à souligner, c'est le tiède appui donné au nouveau président par la frange de la société civile qui s'est le plus illustrée dans le rejet de la candidature de Wade, en l'occurrence *Y'en a marre* et le M23 qui étaient au départ dans une posture de boycott de l'élection. On pourrait en plus y déceler un manque de confiance envers l'ancien numéro 2 de Wade, qui a une part de responsabilité dans la gestion libérale pour avoir occupé des fonctions plus élevées sous l'ère Wade à titre de ministre des Mines et de l'Énergie, de ministre de l'Intérieur, de Premier ministre, et de président de l'Assemblée nationale.

***Bul faale* contre Diouf, *Y'en a marre* de Wade, puis après ?**

Comme dans le « déracinement du baobab socialiste » (Diop, Diouf & Diaw 2000), l'issue du deuxième tour de l'élection de 2012 a consacré davantage le rejet d'un système usé que l'adhésion à un programme de gouvernement et à une vision de société. Les Sénégalais ont été avant tout dans un scénario de « Wade, dégage et après on verra ». À la manière des révolutionnaires tunisiens ou égyptiens, « Wade, dégage ! » est vite devenu le slogan de ralliement des *Y'en a marristes*. Wade ayant été évincé par les urnes, *Y'en a marre* se trouve dès lors délesté d'une partie de ses arguments de mobilisation et du fondement même de sa stratégie protestataire.

Après avoir pris du galon à l'occasion des émeutes de juin, après avoir joué un rôle déterminant dans les manifestations violentes qui ont rythmé la campagne électorale du premier tour et, de ce fait, avoir contribué par sa mobilisation, son vote, ses pressions, son maillage du territoire, au départ de Wade, *Y'en a marre* cherche à s'inscrire aujourd'hui davantage dans une

dynamique d'émergence d'une nouvelle citoyenneté déclinée à travers le concept de « nouveau type de Sénégalais ». On peut donc se poser la question de la réelle portée de la pléthore de slogans lancés par le collectif pour faire « naître » un nouveau type de citoyen soucieux de ses droits, mais surtout de ses obligations :

Le NTS est celui qui ne laisse pas traîner par exemple les sachets plastiques, n'urine pas dans la rue, ne monte pas dans un car rapide surchargé, ne brûle pas des pneus quand il est mécontent. En quelque sorte, il fait la promotion d'un comportement citoyen. Il n'est pas fataliste et prend ses responsabilités.

Les impératifs énoncés ici en série relèvent-ils des slogans creux et des vœux pieux ou se traduiront-ils par des changements significatifs dans les comportements, les attitudes des Sénégalais ? Autrement dit, *Y'en a marre* se cantonnera-t-il dans une posture énonciative et discursive ou a-t-il les capacités d'inciter les Sénégalais à une attitude de citoyenneté constructive ? En ne s'attaquant à rien de moins que ce qu'on pourrait appeler une « révolution comportementale », *Y'en a marre* se place dans un champ que les pouvoirs publics n'ont jamais réussi à maîtriser malgré l'ampleur des moyens dont ils disposaient et les leviers sur lesquels ils pouvaient s'appuyer (médias, institutions, écoles, etc.).

Depuis l'élection présidentielle, *Y'en a marre*, ayant épuisé le registre de la contestation, se place en mode construction, en vue de l'émergence d'une citoyenneté renouvelée dans l'optique de faire émerger un « nouvel ordre national » (NON) qui est perçu par ses fondateurs comme un idéal à atteindre. Pour y arriver, six types de chantiers ont été identifiés. Ils sont en quelque sorte les domaines où le Collectif compte intensifier ses actions de sensibilisation et de mobilisation : le Chantier formation à la citoyenneté (Chafs) ; le Chantier renforcement et observation de la démocratie (Chrod) ; le Chantier environnement et santé communautaire (Checs) ; le Chantier arts et cultures urbaines (Chacur) ; le Chantier entrepreneuriat, leadership et auto-promotion (Chela) et le chantier Paix et solidarité (Chaps).

Les chantiers sont énoncés, mais peu d'informations ont été données sur les modalités concrètes de leur réalisation et le type d'actions devant être mené, et surtout sur les moyens de leur financement. Le collectif se cherche encore dans le type de relations à établir avec le nouveau pouvoir en place à l'élection duquel il a contribué. Se placera-t-il dans une posture de surveillance et de critique pour éviter les dérives et pour le respect des engagements en termes de prise en charge des questions d'emploi des jeunes, d'une gestion rigoureuse des finances publiques, ou bien sera-t-il plus dans une attitude plus bienveillante à l'égard du régime ? Une telle attitude délégitimerait considérablement le mouvement et mettrait à nu la vanité de

son projet d'émergence d'un « nouveau type de Sénégalais », car celui-ci doit être concomitant d'avec l'avènement « d'un nouveau type de gouvernance » fondé sur la compétence, une gestion vertueuse, la réduction du train de vie étatique, une attention soutenue aux préoccupations des populations en matière de santé, d'éducation, de sécurité, d'alimentation, mais surtout de baisse du coût de la vie, etc.

Réaction spontanée à la suite d'une prise de conscience, puis cri de protestation contre un régime et ses dérives, *Y'en a marre* inaugure un nouveau chapitre dans sa courte histoire, celui de l'institutionnalisation comme structure de la société civile, avec ses pesanteurs, les risques qu'une massification de ses bases engendre de manière inexorable en termes de luttes de pouvoir, des logiques conflictuelles quant aux sens et attentes liés à cet engagement citoyen, sans compter les risques liés aux tentatives de récupération par le nouveau pouvoir et les appétits que les fonds alloués pour soutenir cette expérience d'organisation citoyenne pourront susciter. Le collectif semble être en ce moment dans les bonnes grâces des bailleurs de fonds et des ONG de soutien à la société civile africaine et suscite de plus en plus la curiosité de l'extérieur (ambassades de pays occidentaux, médias, organismes de défense des droits humains, chercheurs, activistes africains, etc.).

Les responsables de *Y'en a marre* se targuent ainsi d'avoir fait déplacer jusque dans leurs locaux situés dans le quartier populaire des Parcelles assainies, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius. Ils s'enorgueillissent aussi d'avoir eu des audiences avec des personnalités comme le milliardaire Georges Soros¹¹, mais surtout d'avoir fait partie de la courte liste des acteurs de la société civile à avoir rencontré le président Obama lors de sa visite au Sénégal en juin 2013. Les leaders du mouvement sont également régulièrement consultés par les médias pour s'exprimer sur les questions sociopolitiques de l'heure. Les récents événements survenus à Dakar comme la pénurie d'eau¹² et la construction projetée de l'ambassade de la Turquie sur la corniche de Dakar ont amené ses dirigeants à sortir du silence dans lequel ils étaient emmurés et à renouer avec la posture de critique de l'action gouvernementale. Certains responsables les plus en vue sur le plan médiatique, notamment Fadel Barro, ont été au-devant de la protestation lancée par la coalition dénommée « Non au mur » pour s'insurger contre les constructions anarchiques le long de la corniche dakaroise.

Cette critique se concentre sur le non-respect de ses promesses par le président Sall et sur le sentiment qu'au fond, « les choses n'ont pas réellement changé » depuis le départ de Wade. Ayant perdu, avec la chute de Wade, ce qui faisait la quintessence de sa dynamique de mobilisation, *Y'en a marre* se trouve dans une posture d'atermoiement, de mise à jour de ses

revendications, mais surtout dans une phase de réactivation de sa stratégie protestataire devant la difficulté d'identifier une thématique fédératrice et mobilisatrice, alors que la désillusion et la frustration semblent gagner la plupart de ses membres. Dans l'histoire, des initiatives populaires de jeunes visant un changement de comportement comme le *Set Setal* ont fait long feu, malgré les objectifs ambitieux qui leur étaient associés à leur naissance. *Y'en a marre* pourra-t-il se prémunir contre une telle situation et ainsi ne pas finir comme un énième éphémère « cri de colère » de la jeunesse urbaine sénégalaise ? Pour le moment, il cherche à se positionner, d'une part, comme une philosophie de l'action et un collectif de vigilance et d'action citoyenne pour les changements de comportements et, de l'autre, comme porte-voix des frustrations des jeunes encore confrontés à une précarité multidimensionnelle.

Conclusion

Comme mouvement de contestation de l'ordre sociopolitique, *bul faale* comme *Y'en a marre* s'inscrivent dans une longue tradition de mobilisation citoyenne et de participation politique des jeunes au Sénégal. En effet, l'histoire sociopolitique du pays est jalonnée par des épisodes de mobilisation juvénile en réaction à des situations sociales jugées intolérables ou problématiques. C'est le cas du mouvement étudiant de mai 1968 au cours duquel les bases du régime de Senghor ont été fortement ébranlées. C'est le cas du phénomène *set setal* à la suite des tragiques événements nés du différend sénégal-mauritanien de 1989 où il fallait en quelque sorte « nettoyer l'espace sénégalais » souillé à la suite des tueries (Diouf 1992 ; Diouf et Fredericks 2013). Elle est marquée par des dynamiques de contestation et de défiance à l'égard des pouvoirs politiques, soit une forme latente de critique, de sensibilisation par le langage du rap dans le contexte des années *bul faale* (décennie 90) et à travers un engagement plus direct et plus actif lié à un rejet plus net du pouvoir politique, à l'image de la « jeunesse malsaine » ayant sérieusement secoué, aux élections de 1988 et de 1993, les fondements du pouvoir d'Abdou Diouf avant de les terrasser en 2000. Le mouvement *Y'en a marre* perpétue en ce sens une tradition de contestation politique des jeunes dont le passé remonte loin (Mbembé 1986), dans la période coloniale et aux premières années de l'ère post-coloniale, mais aussi à travers les multiples mouvements étudiants.

Cette recherche a proposé une lecture de l'ancrage de cette tradition de contestation sociopolitique de la jeunesse sénégalaise portée aujourd'hui par le mouvement *Y'en a marre*. Nous avons mis l'accent sur une approche comparative entre *Y'en a marre* et son devancier direct, à savoir le phénomène

bul faale. À travers une analyse de leurs conditions sociales de naissance, des figures au cœur des mouvements (à chaque fois celle du rappeur), de la forme de leurs stratégies contestataires, du contenu des messages et slogans de mobilisation, des résultats sur lesquels ont débouché ces expériences de protestation juvénile, nous avons mis en lumière les continuités et les discontinuités entre les phénomènes *bul faale* et *Y'en a marre*. Avec l'émergence de *Y'en a marre*, on est ainsi dans une phase de passage de flambeau intergénérationnel dans la contestation sociopolitique. Mais ce mouvement cherche à dépasser aujourd'hui ce statut pour poser les jalons d'une nouvelle citoyenneté, subsumée par le concept de nouveau type de Sénégalais.

Notes

1. En référence à un slogan de *Y'en a marre* intitulé « Faux! pas forcé ».
2. L'interprétation de cet article de la Constitution a nourri les débats les plus passionnés au Sénégal.
3. Sa défaite devant le fringant jeune lutteur Balla Gaye qui, par l'âge, appartient à la même génération que les *Y'en a maristes*, mais la similitude s'arrête à ce niveau. Il est le symbole de la nouvelle génération de lutteurs « bodybuildés » au niveau d'instruction bas et qui sont plus dans une posture de conquête de prébendes dans le champ politique et d'exhibition de leur standing de nouveaux riches que dans une posture de leadership générationnel et de porteurs d'un discours de critique politique et de refus d'embrigadement par les élites politiques au pouvoir à la manière du lutteur Yékini qui est davantage dans un schéma de critique politique.
4. Après les différents sit-in, les jeunes de *Y'en a marre* se faisaient un devoir de ramasser les ordures et autres détritiques laissés sur place (sachets vides surtout), comme pour donner l'exemple du *Nouveau type de Sénégalais* préoccupé par la lutte contre les incivismes.
5. Sopi : changement en wolof
6. Mot de la langue wolof signifiant littéralement injonction. Désigne une consigne de vote donnée par un marabout à ses disciples. Lors des différentes, les leaders ont l'habitude de faire une cour assidue aux marabouts, en particulier aux grands dignitaires de la communauté mouride pour pouvoir ainsi bénéficier de leur *ndiguel*.
7. Groupement mobile d'intervention, corps anti-émeute de la police sénégalaise. Le rappeur Xuman se plaît à les appeler « Groupement des matraqueurs indisciplinés ».
8. Ce sont les noms de scène de ces rappeurs. En wolof, *Kilifeu* signifie le patriarche et *Thiat*, le dernier de la famille, le benjamin, *keur gui*, nom du groupe signifiant la maison. Le troisième membre du groupe Mollah

Morgun qui a participé au dernier album du groupe intitulé *Nos connes doléances* sorti en 2008 a par la suite quitté le groupe.

9. Surnommé « Dragon ».
10. Il s'agit de la « zawiya » El hadj Malick Sy. Au-delà de la réaction à ce qui est assimilé à un acte de profanation de ce haut lieu de la confrérie tidiane, les émeutes qui ont résulté de cette situation ont été l'occasion pour les tidianes d'extérioriser leur frustration à l'endroit du président Wade accusé de partialité envers la confrérie mouride à travers un traitement préférentiel en matière d'investissements publics, d'exposition médiatique de son appartenance à la confrérie, etc. Cette colère des tidianes doit être intégrée parmi les facteurs explicatifs de la chute de Wade lors de l'élection de 2012.
11. Il est le fondateur d'Open societies, Initiative active dans la promotion de la démocratie, de la justice sociale et de l'État de droit dans le monde. La représentation en Afrique de l'Ouest (OSIWA) s'est illustrée dans le soutien à la société civile, la promotion d'élections libres et transparentes et une expérience originale de surveillance citoyenne des élections présidentielles de 2012 au Sénégal surnommée *Election situation room*.
12. Cette pénurie est survenue suite à une avarie dans un tuyau survenue à l'usine de Keur Momar Sarr à 250 km de Dakar et alimentant la capitale en eau potable. Cette panne a privé les Dakarais du liquide précieux pendant plusieurs semaines, occasionnant de vives critiques à l'encontre du pouvoir de Macky Sall pour sa mauvaise gestion de l'affaire, révélatrice en dernier lieu de l'ampleur du sous-développement du pays et de la mal gouvernance. *Y'en a marre* a semblé retrouver du mordant avec cette situation. Fou Malade et *Thiat* se sont notamment illustrés par la virulence de leurs critiques à l'égard du président Sall, ce qui marque d'une certaine manière la fin de l'état de grâce de ce dernier auprès de la frange urbaine contestataire qui a activement contribué à son élection. Dakar et sa banlieue ont renoué, pendant cette période, avec les émeutes urbaines dans les quartiers Niarry Tally, Yoff ou Yeumbeul.

Références

- Agence nationale de la démographie et de la statistique (ANDS), 2009, *Banque de données des indicateurs sociaux du Sénégal BADIS 2007-2009*, en ligne URL : http://www.ansd.sn/publications_BADIS.html.
- Antoine, P., A-S. Fall, et A. Adjmagbo, 2002, *Crise, passage à l'âge adulte et devenir de la famille dans les classes moyennes et pauvres à Dakar*, Programme de recherche jeunesse et précarité urbaine, Rapport d'étape, CODESRIA-IFAN-IRD.

- Banégas, R., & J.-P. Warnier, 2001, « Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir », *Politique africaine*, n° 82, p. 5-21.
- Biaya, T. K., 2000, « Jeunes et cultures de la rue en Afrique urbaine (Addis-Abeba, Dakar et Kinshasa) », *Politique africaine*, n° 80, p. 12-31.
- Coulibaly, A., 2003, *Wade, un opposant au pouvoir. L'alternance piégée ?*, Dakar, Les éditions sentinelles.
- Cruise O'Brien, D., 1992, « Le contrat social sénégalais à l'épreuve », *Politique africaine*, n° 45, p. 9-20.
- Dahou, T., & V. Foucher, 2004, « Le Sénégal, entre changement politique et révolution passive », *Politique africaine* n° 96, p. 5-21.
- Dalberto, S. A., 2011, « Sénégal : les nouvelles formes de mobilisation de la jeunesse », *Les carnets du CAP*, p. 37-65.
- Dimé, M., 2007, « Galérer, ruser, partager et rêver : figures de la précarité juvénile à Dakar », dans Y. Assogba (Éd.), *Regard sur... La jeunesse en Afrique subsaharienne*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 123-143.
- Dimé, M., 2014, « Abdoulaye Wade et les jeunes : de l'euphorie de l'alternance à la contestation de *Y'en a marre* », Communication au colloque *Élections de 2012 : et si on laissait parler les chiffres !*, équipe de recherche Sige Gis, section de science politique, Université Gaston Berger de Saint-Louis, 25 mars.
- Diop, M. C., & M. Diouf, (Éds.), 1999, *Les figures du politique en Afrique. Des pouvoirs hérités aux pouvoirs élus*, Dakar, Paris, Codesria, Karthala.
- Diop, M. C., M. Diouf & A. Diaw, 2000, « Le baobab a été déraciné. L'alternance au Sénégal », *Politique africaine*, n° 78, juin 2000, p. 157-180.
- Diop, M.-C., (Éd.), 2003, *La société sénégalaise entre le local et le global*, Paris, Karthala.
- Diop, M.-C., (Éd.), 2004, *Gouverner le Sénégal entre ajustement structurel et développement durable*, Paris, Karthala.
- Diop, M.-C., (Éd.), 2013a, *Sénégal (2000-2012), Les institutions et politiques publiques à l'épreuve d'une gouvernance libérale*, Paris, Karthala-CRES.
- Diop, M.-C., (Éd.), 2013b, *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade. Le Sopi à l'épreuve*, Paris, Karthala.
- Diop, M.-C., & M. Diouf, 1990, *Le Sénégal sous Abdou Diouf*, Paris, Karthala.
- Diop, M.-C., & O. Faye, 2002, « Les jeunes et la gouvernance de la ville » dans M.-C. Diop (Éd.), *La société sénégalaise entre le local et le global*, Paris, Karthala, p. 687-720.
- Diop, M.-C., 2002, « Réformes économiques et recompositions sociales », dans D. O'Brien, M.-C. Diop & M. Diouf (Éds.), *La construction de l'État au Sénégal*, Paris, Karthala, p. 63-82.
- Diop, M.-C., & O. Faye, 2002, « Les jeunes et la gouvernance de la ville » dans Momar-Coumba Diop (éd.), *La société sénégalaise entre le local et le global*, Paris, Karthala, p. 687-720.

- Diouf, M., 2002, « Les cultures urbaines entre tradition et mondialisation », dans M.-C. Diop (Éd.), *Le Sénégal contemporain*, Paris, Karthala, p. 261-288.
- Diouf, M., & R. Fredericks, 2013, *Les arts de la citoyenneté. Espaces contestés et civilités urbaines*, Paris, Karthala.
- Diouf, M., 1992, « Fresques murales et écriture de l'histoire. Le Set/Setal à Dakar », *Politique africaine*, n° 46, p. 41-55.
- Havard, J.-F., 2004, « De la victoire du « sopi » à la tentation du « nopi ». « Gouvernement de l'alternance » et liberté d'expression des médias au Sénégal », *Politique africaine*, n° 96, p. 22-38.
- Kassé, M., 2011, « « Y'en a marre » : ce que la jeunesse sénégalaise dénonce », *Pambazuka News*, n° 207, en ligne (<http://www.pambazuka.org/fr/category/features/77025/print>). 20 avril 2014.
- Kassé, M., 2011, « « Y'en a marre » ou les défis d'une génération galère », *Pambazuka News*, n° 207, en ligne, (<http://www.pambazuka.org/fr/issue/207>). 22 avril 2014.
- Ly, M.-A., & A. Seck, 2012, « Anthropologie du langage et de l'imaginaire des discours politiques populaires : notes sur la violence verbale dans le débat politique au Sénégal », *Signes, Discours et Sociétés*, 8, La force des mots : valeurs et violence dans les interactions verbales, 30 janvier 2012. En ligne : <http://www.revue-signes.info/document.php?id=2704>. ISSN 1308-8378.
- Magrin, G., 2007, « Sopi or not sopi ? », *EchoGéo*, mis en ligne le 21 juin 2007 URL : <http://echogeo.revues.org/document838.html>. Consulté le 21 juillet 2024.
- Mbembe, A., 1986, *Les jeunes et à l'ordre politique en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan.
- Niang, A., 2010, *Intégration sociale et insertion socioprofessionnelle des jeunes boys par le mouvement hip-hop à Dakar*, Université Gaston Berger de Saint-Louis, thèse de doctorat de sociologie.
- Tandian, A., 2013, « Jeunesse urbaine en désillusion. L'espoir du changement ». DIOP M.-C. (Éd.), *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade. Le Sopi à l'épreuve*, Paris, Karthala.

